



**AMBASSADE
DE FRANCE
EN FINLANDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Revue de la presse finlandaise

Le service de presse et de communication de l'Ambassade de France en Finlande propose quotidiennement, en français, une revue de la presse finlandaise. Les opinions et les jugements émis dans cette revue de presse ne sauraient engager la responsabilité de l'Ambassade. Cette revue est réalisée à partir de la lecture des titres suivants :

Aamulehti (AL), Helsingin Sanomat (HS), Hufvudstadsbladet (Hbl), Iltalehti (IL), Ilta-Sanomat (IS), Kaleva, Kanava, Kansan Uutiset (KU), Kauppalehti (KL), Keski-suomalainen (KS), Nykypäivä (NP), Suomen Kuvalehti (SK), Suomenmaa (SM), Turun Sanomat (TS), Demokraatti (Dem).

Jeudi 14 novembre 2024

COP29.....	1
Le président Stubb a participé à l'ouverture de la conférence de l'ONU sur le climat.....	2
L'ancienne présidente Tarja Halonen invitée à la COP29 par l'Azerbaïdjan.....	2
Climat.....	2
Lors de la réunion des ministres nordiques de l'environnement, le Ministre Mykkänen a présenté les priorités de la Finlande pour sa présidence en 2025.....	2
Politique européenne.....	3
Concernant le budget de l'UE de l'année prochaine, la Finlande met l'accent sur la réponse aux défis actuels	3
Dissensions entre les eurodéputés finlandais sur le règlement sur la déforestation	4
Diplomatie.....	4
Pekka Haavisto serait sur le point de se voir confier une importante mission de maintien de la paix de l'ONU	4
Ukraine.....	5
« L'Occident a commis une grave erreur avec son discours sur la victoire de l'Ukraine ».....	5
La ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen ne veut pas se prononcer sur le fait de savoir si l'objectif de l'Ukraine de recouvrer ses territoires est réaliste	6
Selon le nouvel ambassadeur de Suède, les relations avec la Russie ne redeviendront pas normales – « Parler avec la Russie, c'est perdre son temps » HS.....	7
Justice internationale.....	8
La Finlande détache cinq experts auprès de la Cour pénale internationale	8
Défense	8
Les forces armées commandent des mines marines à Forcit Oy	8
Brise-glaces	8
L'initiative conjointe sur les brise-glaces de la Finlande, des États-Unis et du Canada progresse	9
Les États-Unis, le Canada et la Finlande ont signé un protocole d'accord pour la construction de brise-glaces arctiques et polaires.....	10
Intelligence artificielle	10
Le Premier ministre Orpo a présidé une table ronde sur l'intelligence artificielle	10
Les Finlandais ont une attitude plutôt positive envers l'intelligence artificielle	11
Economie	11
Le gouvernement envisage de créer une zone franche dans la Finlande de l'Est.....	11
Conventions salariales.....	11
La confédération syndicale SAK demande des augmentations de salaires de 10% sur deux ans	12
Social.....	13
Le gouvernement finlandais envisage de nouvelles réductions des allocations perçues par les jeunes	13
Les gens d'origine étrangère sont en meilleure santé que les gens nés en Finlande	13
Société.....	13
Débat sur les violences faites aux femmes.....	14
Les Vrais Finlandais accusent les migrants des violences faites aux femmes.....	14

COP29

Le président Stubb a participé à l'ouverture de la conférence de l'ONU sur le climat

Le président de la République, Alexander Stubb, a participé les 11 et 12 novembre 2024 à Bakou à la réunion de l'ONU sur le climat.

Le président Stubb a prononcé le discours de la Finlande lors du sommet des chefs d'État du Sommet sur le climat, mardi 12 novembre.

Le Président a également participé à la discussion du Club intergouvernemental sur le climat organisé par l'Allemagne et le Chili, ainsi qu'à l'événement de la Climate Leadership Coalition (CLC) sur la tarification du carbone, où il a prononcé un discours.

Lundi 11 novembre, le président Stubb a rencontré le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev, qui accueille la réunion. Outre les objectifs de la réunion sur le climat, les sujets de discussion étaient le processus de paix en Ukraine, en Arménie et en Azerbaïdjan ainsi que les conséquences mondiales des élections américaines.

Le Président Stubb a eu d'autres entretiens bilatéraux avec, notamment, le Président du Kazakhstan Kassym-Jomart Tokayev, le Président de l'Ouzbékistan Shavkat Mirziyoyev et le Prince héritier Hussein de Jordanie.

Lire le discours du Président Stubb (en anglais)

<https://www.presidentti.fi/en/statement-of-president-of-the-republic-of-finland-alexander-stubb-at-the-climate-change-conference-cop29-in-baku-azerbaijan-on-12-november-2024/>
tpk

L'ancienne présidente Tarja Halonen invitée à la COP29 par l'Azerbaïdjan

L'ancienne présidente finlandaise Tarja Halonen participera à la COP29 au frais de l'Azerbaïdjan, ce qui a soulevé des interrogations.

Halonen figure sur la liste des invités du pays hôte en tant que membre du conseil d'administration du groupe de réflexion azéri Nizami Ganjavi International Center. Halonen dit que sa participation au groupe de réflexion s'explique par le fait qu'elle a participé il y a longtemps à des tentatives de trouver une solution au conflit du Haut-Karabach.

Halonen clarifie qu'elle voyagera à Bakou parce qu'elle fera partie d'un organe consultatif pour les objectifs globaux de l'ONU, de l'Agenda 2030 et de l'Azerbaïdjan. « L'Azerbaïdjan aurait dû clarifier que je participerai dans ce rôle-là », dit Halonen. « Au lieu de faire cela, ils m'ont mis sur une liste des invités du pays hôte. Je peux dire franchement que c'est un problème ». Elle dit avoir déjà discuté avec les autorités finlandaises sur le fait de savoir si elle doit participer au sommet après tout, mais qu'elle pense y aller.

Halonen parlera au sujet de la position des femmes et des jeunes. « Mon rôle n'est pas d'y porter la parole de l'Azerbaïdjan. Je vais parler de la question climatique et essayer de faire pression sur le pays hôte pour qu'ils prennent une décision à ce sujet », dit Halonen.

Elle affirme que l'Azerbaïdjan paiera ses frais de voyage. « Mais je ne serai pas là-bas pour eux ». Halonen dit aussi fermement que c'est seulement ses frais de voyage qui seront payés ; elle ne sera pas payée par l'organisation pour sa participation au sommet.

Hbl

Climat

Lors de la réunion des ministres nordiques de l'environnement, le Ministre Mykkänen a présenté les priorités de la Finlande pour sa présidence en 2025

Lors de la réunion des ministres nordiques de l'Environnement et du Climat, le ministre de l'Environnement et du Climat, Kai Mykkänen, a présenté les objectifs de la Finlande pour sa présidence du Conseil des ministres pour 2025. Les ministres ont également examiné la coopération lors de la réunion sur le climat COP29 et la situation des négociations internationales sur les accords sur le plastique.

Mykkänen a rappelé que les défis communs aux pays nordiques concernent fortement l'environnement et le climat. "Nous améliorons la sécurité énergétique de nos pays en promouvant des solutions énergétiques propres. Nous approfondirons également la coopération dans la gestion industrielle du carbone. Les pays nordiques disposent de bonnes conditions pour être des pionniers dans les questions liées à la récupération du dioxyde de carbone. Au cours de notre présidence, nous renforcerons la coopération sur différents fronts, par exemple dans le domaine de la recherche", a déclaré Mykkänen.

Le ministère de l'Environnement prépare actuellement un projet dont le but est d'identifier les intérêts nordiques communs en matière de gestion industrielle du carbone. L'objectif de la Finlande est de créer des incitations au niveau européen pour la récupération du dioxyde de carbone produit par la combustion du bois.

Durant sa présidence, la Finlande continuera à promouvoir la coopération internationale en matière d'environnement et de climat dans le cadre de la COP30, qui se tiendra au Brésil à l'automne 2025. Les grandes économies jouent un rôle clé lorsque les pays doivent soumettre leurs nouveaux objectifs de réduction des émissions bien avant la COP30 de cette année. Les ministres ont convenu d'intensifier la coopération pour accélérer les mesures d'atténuation lors de la réunion sur le climat COP29, déjà en cours. Lors de cette réunion, un nouvel objectif de financement doit être négocié, mais la transition énergétique a également besoin d'un élan. En particulier, les grandes économies doivent resserrer leurs objectifs et leurs actions pour réduire les combustibles fossiles.

Le comité de négociation intergouvernemental chargé de négocier l'accord sur le plastique devrait achever ses travaux d'ici fin 2024. La dernière réunion du comité de négociation se tiendra du 25 novembre au 1er décembre 2024 à Busan, en Corée du Sud. Les pays nordiques jouent depuis longtemps un rôle de premier plan dans la coopération internationale pour parvenir à cet accord. Les pays nordiques soutiennent un accord international juridiquement contraignant qui couvre l'ensemble du cycle de vie du plastique. La production mondiale de plastique doit être freinée, et l'accord nécessite des obligations contraignantes pour limiter les produits en plastique problématiques, élaborer des règles pour une conception de produits durables et organiser le recyclage du plastique et une gestion appropriée des déchets.

Des fonds sont nécessaires pour la mise en œuvre de l'Accord sur le plastique, en particulier pour les pays en développement. Les ministres ont discuté du fait que les fonds actuels devraient être utilisés pour le financement. En outre, le secteur privé doit soutenir la mise en œuvre de l'accord conformément au principe du pollueur-payeur.

Vn

Politique européenne

Concernant le budget de l'UE de l'année prochaine, la Finlande met l'accent sur la réponse aux défis actuels

Lors des négociations qui débuteront vendredi 15 novembre, le Conseil de l'UE et le Parlement européen s'efforcent de parvenir à un accord sur le budget de l'Union pour l'année prochaine. La Commission européenne a présenté sa proposition de budget le 19 juin. L'accent est, entre autres, sur la résilience aux crises, le soutien à l'Ukraine et la transition verte et numérique. La Finlande considère que les priorités vont dans la bonne direction et que le projet de la Commission constitue une base constructive pour les négociations.

La Finlande considère qu'il est important que le budget de l'UE respecte les principes de bonne gestion financière et de discipline budgétaire. Il est également important que le budget réponde aux défis actuels et futurs de l'Union.

La Finlande souligne que l'utilisation des fonds budgétaires doit être basée sur des besoins réalistes. Si nécessaire, différents besoins de financement doivent être priorisés et les possibilités de réaffectation des fonds doivent être explorées dans la mesure du possible.

La Finlande entend ainsi influencer les dépenses budgétaires et donc également le niveau de ses paiements à l'UE, afin que la part nette de la contribution financière de la Finlande reste raisonnable et équitable.

Les États membres de l'UE discuteront du budget vendredi 15 novembre à Bruxelles. La Finlande sera représentée par la secrétaire d'État Riikka Siunna-Poutsalo.

Vn

Dissensions entre les eurodéputés finlandais sur le règlement sur la déforestation

L'accord sur le règlement européen sur la déforestation, qui a déjà été conclu, menace d'être rouvert au Parlement européen. Le groupe politique le plus important au Parlement, le PPE, tente de modifier le contenu du règlement d'une manière très inhabituelle, après la fin des négociations officielles.

Le parti du Premier ministre Orpo, la coalition nationale qui appartient au PPE est impliquée dans cette entreprise.

L'opportunité de rouvrir le paquet s'est présentée lorsque la Commission européenne a proposé de reporter d'un an l'entrée en vigueur du règlement, début octobre. Les États membres et les entreprises se sont plaints du fait que la mise en œuvre du règlement était difficile en raison du manque d'orientations. La Commission a décidé de donner plus de temps de préparation et a proposé que le règlement entre en vigueur pour les grandes entreprises début 2026.

Dans le même temps, la commission a souligné que le contenu ou les objectifs du règlement ne seront pas édulcorés. Le report devait être approuvé rapidement au Conseil des États membres et au Parlement européen.

Mais du côté du Parlement, le PPE tente désormais également de modifier le contenu du règlement. 15 amendements au règlement seront soumis au vote jeudi.

Le PPE considère le règlement comme un « monstre bureaucratique ».

Cela suscite toutefois des critiques de la part des autres groupes politiques.

L'eurodéputée des Verts, Maria Ohisalo, se demande quelles sont les intentions du PPE. "Même l'industrie forestière finlandaise s'oppose à la réouverture de la réglementation", dit-elle.

Elsi Katainen, du Centre (Renew), accuse le PPE d'agir seul et prévoit de voter contre les amendements.

Pekka Toveri, de la Coalition nationale (PPE), affirme en revanche soutenir les propositions de changement du groupe. Sa position est également la position de son parti.

Le vote de jeudi est également considéré comme important en principe.

La gauche ne soutient pas les propositions d'amendement, c'est pourquoi le PPE doit rechercher le soutien des groupes d'extrême droite. La crainte des groupes de gauche est que le PPE puisse profiter du renforcement de l'extrême droite pour annuler la réglementation environnementale.

"Ce qui se passe ici est exactement ce que l'on craignait, à savoir que les objectifs convenus ensemble commencent à être édulcorés", déclare Merja Kyllönen (Alliance des gauches).

HS

Diplomatie

Pekka Haavisto serait sur le point de se voir confier une importante mission de maintien de la paix de l'ONU

L'ancien ministre des Affaires étrangères Pekka Haavisto avait déjà accordé une interview à Helsingin Sanomat sur sa candidature à la mairie d'Helsinki pour les Verts, mais la situation a changé dans la nuit de mardi à mercredi.

Haavisto a annoncé mercredi dans son communiqué qu'il ne serait pas candidat à la mairie d'Helsinki. « La politique étrangère et le travail pour la paix sont depuis des années au centre de mes propres activités. La médiation de la paix est de plus en plus nécessaire dans un monde de conflits, et je sais que dans cette situation, je ne serais pas en mesure de me concentrer pleinement sur la politique municipale », dit-il.

« Mardi soir, j'ai reçu un appel concernant une tâche liée à la médiation de la paix, qu'on ne peut pas vraiment refuser et qui ne correspond malheureusement pas à une candidature à la mairie », a déclaré Haavisto à MTV.

Selon les informations d'Ilta-Sanomat, Haavisto recherche depuis un an et demi des postes internationaux dans les cercles de l'UE et de l'ONU.

Le ministère des Affaires étrangères a joué un rôle important en faisant pression et en cherchant les tâches appropriées.

Les dirigeants politiques ont également travaillé pour cette nomination. Le message a été transmis jusqu'au secrétaire général de l'ONU, António Guterres.

Le fait que Haavisto jouisse d'une grande notoriété en tant qu'ancien ministre des Affaires étrangères a aidé dans cette affaire.

Haavisto a déjà de l'expérience dans les tâches de médiation pour la paix : entre 2005 et 2007, Haavisto a été représentant spécial de l'UE au Soudan et au Darfour. En 2007, Haavisto a également travaillé comme expert spécial de l'ONU dans le processus de paix au Darfour.

Au cours des années 2009-2013 et 2014-2017, Haavisto a été le représentant spécial du ministre finlandais des Affaires étrangères en Afrique.

Juste après son élection, le président de la République, Alexander Stubb, a salué Haavisto comme l'un des médiateurs de paix les plus forts de l'histoire de la Finlande et a déclaré que "les choses ne s'arrêteront pas là".

IS

Ukraine

« L'Occident a commis une grave erreur avec son discours sur la victoire de l'Ukraine »

La situation et les attitudes concernant la guerre en Ukraine ont changé et les parties se préparent désormais à des négociations de cessez-le-feu, estime l'expert Risto E.J. Penttilä, directeur du Nordic West Office

"Les rapports de force et l'attitude des puissances se trouvent désormais dans une nouvelle position", déclare Penttilä, La situation sur le front ukrainien est difficile. Penttilä fait également référence non seulement aux résultats des élections aux États-Unis et à l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, mais aussi aux récentes élections régionales en Allemagne, par exemple. Les partis d'extrême droite et de gauche exigeant un cessez-le-feu y ont progressé.

Cela est susceptible d'influencer la politique en Allemagne.

Le gouvernement allemand s'est effondré il y a une semaine et la campagne électorale anticipée pourrait accroître la pression en faveur d'une réduction de l'aide à l'Ukraine.

Penttilä suggère également que les opinions en Ukraine semblent être devenues moins négatives à l'égard des cessions de territoires. De l'autre côté, les troupes nord-coréennes sont venues soutenir la Russie. "La situation a changé et les différentes parties se préparent désormais à des négociations de cessez-le-feu".

Penttilä ne veut pas parler directement de défaite. Il considère au contraire que c'est une "grosse erreur" que, dans le débat occidental, la victoire ait été définie de telle manière que la Crimée et les autres territoires seraient restitués. Cela ne sera pas le cas, estime-t-il.

"Il semble que la Crimée ressemble à la Carélie [finlandaise cédée par la Finlande après la seconde guerre mondiale] et que la région du Donbass ressemble un peu à Petsamo [région de Laponie cédée après la seconde guerre mondiale]. Nous ne savons pas exactement où passeront les frontières. »

Penttilä présente trois scénarios possibles dans lesquels un cessez-le-feu en Ukraine pourrait survenir dans un avenir proche.

Le premier scénario est que le président Trump utilise la carotte et le bâton pour obtenir un cessez-le-feu accepté par la Russie et acceptable à la fois par l'Ukraine et l'Europe. Il y aura des concessions territoriales, mais la sécurité de l'Ukraine sera garantie par des garanties de sécurité relativement solides qui empêcheront une nouvelle escalade. "L'Europe pourra alors soupirer de soulagement et la reconstruction commencer", souligne Penttilä.

L'Ukraine ne pourrait probablement pas devenir membre de l'OTAN, mais selon l'évaluation de Penttilä, elle pourrait être comme l'Israël dans ce scénario, c'est-à-dire armée jusqu'aux dents.

"Du point de vue de la Finlande, ce serait une bonne chose. Cela réduirait le risque pays de la Finlande. Probablement, petit à petit, les vols Finnair au-dessus de la Russie, le commerce des matières premières et tout le reste recommenceraient."

Les garanties de sécurité pourraient prendre différentes formes. Une option consiste en des garanties de sécurité assez formelles. Le second est un modèle dans lequel on dirait que si la Russie reprenait les hostilités, la voie vers l'OTAN serait ouverte.

Dans le deuxième scénario, un cessez-le-feu est instauré, mais l'incertitude quant à la sécurité de l'Ukraine demeure et la reconstruction, par exemple, ne peut pas commencer. "Cela deviendra alors le point central d'une nouvelle guerre froide", estime Penttilä.

Penttilä qualifie ce scénario de scénario de nouvelle guerre froide ou de « modèle finlandais », dont on a récemment parlé dans le débat public. L'idée d'un tel « modèle finlandais » aurait été lancée au moins en Allemagne. En Finlande, cela suscite une forte opposition.

L'Ukraine resterait donc en dehors des alliances occidentales et ne bénéficierait pas de solides garanties de sécurité. La sécurité de l'Ukraine serait fondée sur l'équilibre des puissances, tout comme celle de la Finlande après la Seconde Guerre mondiale. À l'ouest se trouvait l'OTAN et à l'est l'Union soviétique. La Finlande était en équilibre entre les deux.

Penttilä fait référence à la probabilité de ce modèle en affirmant, entre autres, que la pensée des « maga-républicains » proches de Trump est tout droit issu des manuels de réalisme dans le sens où la paix est basée sur un rapport de force.

Dans un modèle similaire, le soutien à l'Ukraine relèverait davantage de la responsabilité de l'Europe qu'aujourd'hui, même si les États-Unis ne se retiraient pas complètement de l'Europe ou ne renonceraient pas à soutenir l'Ukraine.

Le troisième scénario est un conflit gelé. Cela signifierait, par exemple, que la Chine réduirait progressivement son soutien à la Russie et que la capacité de la Russie à faire la guerre s'affaiblirait. L'Ukraine serait alors en mesure de maintenir sa défense avec le soutien actuel, estime Penttilä. "Parfois on se battra, parfois non. Ce serait un retour au monde de 2014. »

Selon Penttilä, l'option la plus probable est le modèle de la guerre froide, c'est-à-dire la deuxième option, dans laquelle l'incertitude quant au sort de l'Ukraine demeure. "Et alors cela signifie qu'il s'agit du plus grand test de politique de sécurité pour l'Europe depuis la fin de la guerre froide." "Pendant les guerres en Yougoslavie, l'Europe a déclaré qu'elle assumerait ses responsabilités. Cela n'a pas fonctionné. À l'époque, les États-Unis étaient nécessaires. Mais aujourd'hui ce serait un nouveau test. »

Il considère que c'est le scénario le plus probable parce que les États-Unis souhaitent obtenir le plus rapidement possible un cessez-le-feu sous la direction de Trump.

Le déplacement de l'attention vers l'Asie et la croissance de la puissance chinoise est plus important pour les États-Unis que pour l'Europe. Il est donc peu probable qu'il y ait des garanties claires de sécurité pour l'Ukraine, estime Penttilä.

Si les États-Unis ne parvenaient pas à assurer une sécurité adéquate à l'Ukraine, l'Europe ne serait pas en mesure d'y parvenir. Penttilä fait notamment référence à l'orientation politique actuelle en Allemagne, déjà évoquée. L'Europe n'a généralement pas réussi à accroître sa capacité de défense au rythme souhaité.

HS

La ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen ne veut pas se prononcer sur le fait de savoir si l'objectif de l'Ukraine de recouvrer ses territoires est réaliste

La ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen remet en question un soi-disant modèle finlandais comme solution à la guerre en Ukraine.

Valtonen souligne que la situation en Finlande après la guerre d'hiver (1939-40) ne peut être comparée à la situation actuelle en Ukraine. "La situation dans laquelle se trouvait la Finlande après la guerre d'hiver et la situation dans laquelle se trouvait l'Union soviétique ne permettent pas aujourd'hui de tirer des conclusions directes", déclare Valtonen.

Le soi-disant modèle finlandais aurait été présenté comme une solution à la guerre, du moins en Allemagne. Et aujourd'hui, même en Finlande, cette probabilité a été évoquée dans les discussions d'experts, comme vient de le faire Risto E.J. Penttilä. Dans ce modèle, la sécurité de l'Ukraine serait donc fondée sur la neutralité et l'équilibre des puissances, tout comme celle de la Finlande après la Seconde Guerre mondiale.

"Si ce modèle finlandais inclut une sorte de neutralité ou de limitation de souveraineté, alors il faut noter que l'Ukraine était en effet complètement neutre et militairement non-alliée avant même le début de cette guerre d'agression à grande échelle, mais aussi avant l'apparition des combattants russes en Crimée", explique Valtonen.

Deuxièmement, elle affirme que lorsque la paix de Moscou a été conclue [entre la Finlande et l'URSS] en 1940, il n'existait ni l'ONU ni la Charte de l'ONU.

La Charte des Nations Unies a été créée spécifiquement pour que les frontières ne puissent plus être déplacées avec la force ou que l'on influence la prise de décision politique d'un autre pays souverain, explique Valtonen. "Si nous devons imposer cela à l'Ukraine, cela signifierait pratiquement que nous déchirerions la Charte des Nations Unies."

Le climat des discussions sur la guerre en Ukraine a changé depuis l'élection de Trump.

Dans le même temps, la situation sur le front reste difficile et, par exemple, en Allemagne, il existe également une forte pression politique en faveur du cessez-le-feu.

Dans le débat public, l'option de « perdre » la guerre et la probabilité d'une cession des territoires sont désormais évoquées en termes clairs. L'Ukraine a-t-elle encore une chance de gagner la guerre ?

Valtonen dit qu'elle ne souhaite pas discuter de ce qui constitue une victoire ou une défaite.

"Il est clair que le peuple ukrainien a décidé qu'il voulait vivre librement et aller vers la démocratie et une économie de marché sans corruption et qu'il voulait décider de ses propres affaires. Non seulement les Ukrainiens en ont parfaitement le droit, mais nous soutenons bien entendu les Ukrainiens dans ce combat. »

Faut-il s'adapter au fait que l'Ukraine n'atteindra pas ses objectifs de guerre, c'est-à-dire récupérer ses territoires ?

"L'Ukraine décide elle-même si elle est prête à négocier, dans quelle position et quels sont ses objectifs. Nous n'avons rien pour l'y contraindre. Et je ne parle pas seulement au nom de la Finlande, mais nous espérons bien sûr que ni aucun autre pays européen ni les États-Unis ne négocieront sur le dos de l'Ukraine. C'est notre message fort."

Lorsqu'on lui demande si récupérer ses territoires est encore réaliste, Valtonen répond que ce n'est pas son rôle ni celui de la Finlande de juger ce qui est réaliste pour l'Ukraine.

"Pour nous, la priorité est que le peuple ukrainien gagne la liberté pour laquelle il se bat, et nous allons soutenir l'Ukraine dans ce combat."

HS

Selon le nouvel ambassadeur de Suède, les relations avec la Russie ne redeviendront pas normales – « Parler avec la Russie, c'est perdre son temps »

HS

Le nouvel ambassadeur de Suède en Finlande Peter Ericson a vécu trois fois à Moscou. Il a été ambassadeur en Russie de 2015 à 2019. Il possède une longue expérience de la Russie et de la politique de sécurité.

Selon Ericson, on ne peut pas parler à la Russie de Poutine. Il rappelle que pendant la guerre froide, les parties étaient quand même capables de dialoguer. Mais désormais, selon lui, il est inutile d'attendre que les discussions débouchent sur des solutions, car l'autre partie "ment sur tout". "A quoi cela sert-il de parler au ministre des Affaires étrangères Lavrov quand on sait qu'il ment ?"

Ericson déclare qu'il n'y a pas grand-chose à faire contre la Russie et que le plus gros travail est désormais d'aider l'Ukraine. "Je ne pense pas qu'il existe une solution négociée. Pourquoi devrions-nous négocier sur les territoires ukrainiens ? La Russie ne devrait pas être présente sur le territoire de l'Ukraine. »

Il considère également que la Russie constitue le plus gros problème de sécurité pour la Suède et la Finlande. Et selon lui, la Russie le sera encore longtemps. "Malheureusement, il n'y aura pas de retour au type de relation avec la Russie que l'on avait il y a quelques années." Selon ses premières impressions, c'est "vraiment agréable d'être l'ambassadeur de Suède en Finlande". Il qualifie l'accueil d'extrêmement chaleureux. "Je ne veux pas que cela soit pris comme une insulte, mais c'est bien plus agréable qu'à Moscou."

HS

Justice internationale

La Finlande détache cinq experts auprès de la Cour pénale internationale

La Finlande va détacher cinq nouveaux experts nationaux auprès de la Cour pénale internationale de La Haye dans le cadre de la contribution finlandaise à la gestion civile des crises. Les experts prendront leurs fonctions en novembre et en janvier.

Les experts détachés par la Finlande aideront la Cour pénale internationale (CPI) dans les enquêtes sur les crimes internationaux les plus graves, tels que les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité. En tant que tribunal indépendant et impartial, la CPI affectera les experts finlandais aux enquêtes où le besoin d'expertise est le plus grand.

« La Finlande soutient fermement le travail précieux de la CPI et la responsabilité des crimes internationaux les plus graves. Plusieurs crises et conflits graves au Moyen-Orient et en Afrique ainsi que la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine ont rapidement augmenté la charge de travail de la CPI. « Il est important que la CPI puisse enquêter rapidement et efficacement sur tous les crimes qui relèvent de sa compétence », a déclaré la ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen.

La Finlande a détaché les six premiers experts nationaux à La Haye en 2022 en réponse à la demande de la CPI aux États parties de fournir un soutien après le lancement par la Russie de sa guerre d'agression à grande échelle contre l'Ukraine.

La Finlande fournit un soutien d'experts dans le cadre de sa contribution à la gestion civile des crises.

Au total, environ 130 experts finlandais détachés servent dans des missions internationales de gestion civile des crises.

https://valtioneuvosto.fi/-/suomi-lahettaa-asiantuntijoita-kansainvaliseen-rikostuomioistuimeen?languageId=en_US

Défense

Les forces armées commande des mines marines à Forcit Oy

Le ministre de la Défense Antti Häkkänen a autorisé les forces armées à commander des mines marines à la société finlandaise Forcit Oy.

L'acquisition est liée au programme de développement de la défense maritime. Les opérations de minage marin modifient l'espace de combat maritime de manière favorable au pays qui se défend en limitant l'utilisation des zones maritimes ou en empêchant les déplacements dans certaines zones maritimes. Cela peut également créer de la profondeur pour la défense.

Le ministre Häkkänen considère qu'il est excellent que la Finlande dispose d'un système d'armes aussi important : « La Finlande possède une capacité et un savoir-faire exceptionnellement bons en matière de mines maritimes. Nous avons la capacité et le savoir-faire dans les forces de défense et, bien sûr, aussi dans l'industrie nationale. Ces dernières années, on a vu que le savoir-faire finlandais en matière de mines sous-marines est également recherché par les alliés. L'administration de la défense travaille activement à ouvrir des opportunités d'exportation pour les produits finlandais dans ce domaine. »

Vn

Brise-glace

L'initiative conjointe sur les brise-glaces de la Finlande, des États-Unis et du Canada progresse

Le 13 novembre 2024, la Finlande, les États-Unis et le Canada ont signé un protocole d'accord sur l'initiative ICE Pact. L'initiative initie une coopération pour le développement de brise-glaces arctiques et polaires de classe mondiale.

Le protocole a été signé par le ministre des Affaires économiques Wille Rydman, le ministre américain de la Sécurité intérieure Alejandro Mayorkas et le ministre canadien des Services publics et des Approvisionnements Jean-Yves Duclos.

Dans cette initiative, les pays s'engagent à approfondir la coopération afin de construire des brise-glaces de haute qualité dans chaque pays en partageant leur expertise, leurs connaissances et leur savoir-faire. Grâce à cette initiative, la Finlande a la possibilité de renforcer sa position dans la chaîne d'approvisionnement en infrastructures essentielles en Amérique du Nord et de développer davantage sa propre expertise dans l'Arctique.

Le protocole fait suite à la déclaration tripartite annoncée par les présidents Alexander Stubb et Joe Biden et le premier ministre Justin Trudeau le 11 juillet 2024.

En Finlande, le projet a été préparé sous la direction du ministère du Travail et de l'Économie en coopération avec le ministère des Affaires étrangères, le ministère de la Défense et le ministère des Transports et des Communications.

« La coopération en matière de brise-glace est un bon exemple de la manière dont l'adhésion à l'OTAN offre à la Finlande de nouvelles opportunités commerciales. Le savoir-faire et la production industrielle finlandaise répondent aux besoins de nos alliés. Une coopération à long terme, ciblée et coordonnée entre les ministères peut aboutir à des résultats concrets susceptibles de générer des commandes dans l'industrie finlandaise et des emplois pour les Finlandais », a déclaré le Premier ministre Petteri Orpo.

"La coopération dans le cadre du ICE Pact constitue une opportunité importante pour l'industrie maritime finlandaise. L'expertise de la Finlande dans l'Arctique est la meilleure au monde. Les entreprises finlandaises ont conçu environ 80% des brise-glaces du monde, et environ 60% d'entre eux ont été construits dans des chantiers navals finlandais. Le ICE Pact permet à la Finlande de coopérer étroitement avec les États-Unis et le Canada, dans le but de renouveler l'expertise et l'équipement des brise-glaces des parties à l'accord. Dans le cadre de la coopération, des brise-glaces seront également proposés à d'autres alliés et partenaires des parties contractantes", a déclaré le ministre de l'Économie Wille Rydman.

Selon la ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen, « l'initiative renforce encore les relations de la Finlande avec les États-Unis et le Canada, qui sont nos principaux alliés et partenaires stratégiques. L'objectif de la Finlande est de créer une région arctique stable et propice à une coopération constructive. La sécurité de la région Arctique doit être envisagée dans une perspective large, qui inclut également la résilience et les infrastructures de la région. L'expertise de la Finlande dans l'Arctique est recherchée et nous sommes en mesure de la proposer concrètement à l'OTAN. Le ICE Pact crée une plate-forme permettant aux pays partageant les mêmes idées d'augmenter leur capacité en matière de brise-glace. »

« L'initiative ICE Pact constitue une opportunité importante pour l'industrie maritime finlandaise et une grande reconnaissance de la compétence et de la compétitivité de la Finlande. L'initiative permet d'approfondir la coopération qui renforce la sécurité et l'économie avec nos alliés centraux et partenaires stratégiques, également au niveau officiel. Les acteurs appartenant au domaine administratif du ministère des Transports et des Communications ont une expérience significative, par ex. sur la commande, l'exploitation et l'entretien des brise-glaces, et nous soutenons les parties dans la mise en œuvre de l'initiative ICE Pact afin d'atteindre ses objectifs », a déclaré la ministre des Transports Lulu Ranne.

« L'industrie maritime finlandaise possède une expertise reconnue dans le domaine du transport maritime dans l'Arctique. Il est important pour la Finlande, du point de vue de la sécurité d'approvisionnement, que ce savoir-faire participe également davantage à la satisfaction des besoins futurs de nos alliés occidentaux. Le ICE Pact constitue un pas important dans la bonne direction, car il permettra de garantir la préservation de la capacité de construction navale en Finlande », a déclaré le ministre de la Défense Antti Häkkinen.

Vn

Les États-Unis, le Canada et la Finlande ont signé un protocole d'accord pour la construction de brise-glaces arctiques et polaires

Le nouvel accord trilatéral officialise la collaboration sur la production de brise-glaces arctiques et polaires.

« Les représentants des gouvernements du Canada, de la Finlande et des États-Unis ont signé un protocole d'accord pour commencer à travailler ensemble au développement de brise-glaces arctiques et polaires de classe mondiale grâce à l'échange de connaissances, d'informations et de ressources dans chacun de nos pays.

En signant le protocole d'accord ICE Pact, nous nous sommes engagés dans un partenariat qui renforce notre capacité à faire respecter les règles internationales et à maintenir la sécurité dans les régions arctique et antarctique. En développant et en produisant conjointement des brise-glaces arctiques et polaires de classe mondiale, nous posons les bases d'une industrie de la construction navale résiliente et compétitive, capable de répondre à la demande nationale et mondiale pour ces bâtiments essentiels. Cet accord souligne notre engagement collectif en faveur de la paix, de la stabilité et de la prospérité dans les régions arctique et polaire, et témoigne de la force de la coopération alliée pour relever les défis stratégiques.

Chacune de nos nations reconnaît la nécessité d'améliorer nos capacités de brise-glace arctique et polaire pour affirmer notre présence collective dans les régions arctique et antarctique. La construction de ces navires spécialisés à un rythme plus rapide, à plus grande échelle et à des coûts compétitifs est une priorité commune alors que nous maintenons la sécurité et la sûreté dans ces zones d'importance stratégique.

Le ICE pact comprend quatre volets : 1) un échange d'informations amélioré entre les États-Unis, le Canada et la Finlande ; 2) une collaboration en matière de développement de la main-d'œuvre ; 3) un engagement avec les alliés et les partenaires ; et 4) la recherche et le développement. Compte tenu des coûts élevés de la construction navale, les commandes à long terme sont essentielles au succès des chantiers navals de chacun de nos pays. L'investissement collectif dans nos chantiers navals nationaux est susceptible d'augmenter la production et de réduire le coût des brise-glaces arctiques et polaires pour notre propre usage et celui de nos alliés et partenaires.

En tirant parti de notre expertise et de nos ressources collectives, le protocole d'accord facilitera le partage des connaissances, des informations et des ressources avec les chantiers navals, avec le potentiel de créer des emplois de fabrication de haute qualité dans le secteur des infrastructures maritimes. Le ICE pact contribuera à assurer la stabilité nécessaire pour soutenir la production de brise-glaces arctiques et polaires et renforcer nos industries de construction navale. »

Lire le communiqué de presse (en anglais) :

https://valtioneuvosto.fi/-/1410877/kanada-suomi-ja-yhdysvallat-allekirjoittivat-yhteisymmarryspoytakirjan-arktisten-ja-polaaristen-jaanmurtajien-rakentamiseksi?languaged=en_US

Lire le protocole d'accord (en anglais) :

https://um.fi/statements/-/asset_publisher/6zHpMjnoIHgI/content/joint-statement-on-signing-of-ice-pact-mou-between-the-united-states-canada-and-finland/35732

Intelligence artificielle

Le Premier ministre Orpo a présidé une table ronde sur l'intelligence artificielle

Le 13 novembre, le Premier ministre Petteri Orpo et des acteurs clés du secteur technologique se sont réunis lors d'une table ronde sur le thème de l'intelligence artificielle pour discuter des opportunités que l'intelligence artificielle apporte à la Finlande et au secteur des affaires finlandais.

L'objectif était de proposer au Premier ministre diverses options d'action pouvant être utilisées pour promouvoir la position de la Finlande en tant qu'utilisateur et développeur de l'intelligence artificielle. L'événement s'inscrit dans la continuité de la précédente table ronde du Premier ministre sur l'intelligence artificielle organisée au printemps 2024.

Lors de l'événement, le PDG de Traficom, Jarkko Saarimäki, et le vice-président d'AMD, Keith Strier, ont ouvert la discussion. Le sujet de Saarimäki portait sur la mise en œuvre de la réglementation européenne sur l'intelligence artificielle, et Strier a mis en lumière les perspectives d'avenir et les mesures stratégiques pour l'utilisation nationale de l'intelligence artificielle.

Dans son discours, le Premier ministre Orpo a souligné l'importance d'une réglementation adaptée, afin que la réglementation destinée aux entreprises soit claire, prévisible et proportionnée. Par ailleurs, Orpo a rappelé le rôle central de la coopération entre autorités en tant que catalyseur de productivité et de croissance économique dans le domaine de l'utilisation de l'intelligence artificielle. Il a souligné qu'il est important que le secteur public profite des opportunités offertes par l'intelligence artificielle pour améliorer également sa propre productivité.

"Les défis liés à la coordination des activités officielles ne doivent pas constituer un goulot d'étranglement pour le développement. Exploiter les opportunités du futur nécessite une coopération efficace et coordonnée entre les autorités et les entreprises. Un environnement opérationnel qui encourage et inspire l'entrepreneuriat implique que les entreprises et les citoyens ne soient pas découragés par une charge administrative excessive", a souligné Orpo. L'objectif du gouvernement de Petteri Orpo est de renforcer la position de la Finlande en tant que pionnier technologique qui exploite pleinement les possibilités de la numérisation et de l'intelligence artificielle, tout en impliquant les citoyens.

Vn

Les Finlandais ont une attitude plutôt positive envers l'intelligence artificielle

Selon une nouvelle étude, une petite majorité des Finlandais considèrent l'intelligence artificielle comme une bonne chose. Les hommes ont plus souvent un avis positif que les femmes, et les personnes à hauts revenus y sont le plus positives.

Quant à l'utilisation de l'intelligence artificielle, les Finlandais sont les plus favorables à la reconnaissance faciale dans la prévention des crimes et la surveillance des frontières du pays. D'autre part, les Finlandais sont contre l'utilisation de l'intelligence artificielle dans le journalisme ou les armes automatiques.

YLE

Economie

Le gouvernement envisage de créer une zone franche dans la Finlande de l'Est

Un groupe de travail chargé de trouver des solutions pour renforcer la vitalité de l'Est de la Finlande propose de créer une zone franche dans la région. Selon la proposition, la zone franche pourrait bénéficier des réductions d'impôts.

On évoque aussi des remboursements partiels du prêt étudiant plus élevés que le reste du pays. À la condition de travailler dans la région après l'obtention du diplôme, l'étudiant pourrait bénéficier d'un remboursement supplémentaire de son prêt étudiant.

Le groupe de travail a également proposé de construire plus d'éoliennes ainsi qu'améliorer les connexions haut débit dans la région.

HS

Conventions salariales

La confédération syndicale SAK demande des augmentations de salaires de 10% sur deux ans

Les membres de l'organisation centrale des syndicats finlandais (SAK) réclament une augmentation salariale de 10 %. L'objectif est une augmentation salariale de 6 % la première année ou au moins 150 euros par mois pour un travail à temps plein, puis une augmentation de 4 % ou au moins 100 euros par mois pour la deuxième année.

Les syndicats négocieront leurs propres accords et augmentations salariales avec leurs fédérations patronales respectives au cours de l'hiver et du printemps prochains. Le syndicat de l'industrie technologique a déjà entamé son cycle de négociations salariales.

« Le pouvoir d'achat des salariés a chuté de manière spectaculaire en raison de la hausse rapide et substantielle des prix. Les salaires ne valent plus autant et nous avons besoin d'augmentations salariales plus importantes pour corriger ce problème », explique Riku Aalto, président du syndicat de l'industrie technologique.

Même si le taux d'inflation a ralenti, Aalto souligne que la perte de pouvoir d'achat demeure. Aalto note que la nouvelle revendication salariale tient compte à la fois de l'érosion du pouvoir d'achat et de l'inflation prévue au cours des deux années à venir.

La présidente du syndicat des services (PAM), Annika Rönni-Sällinen, s'inquiète également de l'effondrement du pouvoir d'achat, constatant que l'inflation a érodé la position des salariés à bas revenus. « Les augmentations de prix ne sont pas les mêmes du point de vue de chacun. Nous estimons que les salariés à bas salaire à temps plein ont besoin d'une augmentation mensuelle d'au moins 150 euros la première année et de 100 euros la deuxième année. Cette politique d'augmentations forfaitaires garantira que tout le monde obtienne une bonne augmentation salariale et elle tient compte de la situation des salariés à bas revenus. »

Le président du syndicat des secteurs public et social (JHL), Håkan Ekström, cite également l'impact des récentes coupes budgétaires du gouvernement finlandais sur les membres des syndicats, et en particulier sur les femmes, comme motif des revendications salariales forfaitaires. « Les salariés à bas salaires ont été les plus touchés par les coupes budgétaires suite aux diminutions des allocations logement et des allocations chômage. Les augmentations salariales devraient vraiment être orientées vers les salariés à bas revenus pour compenser ces coupes. »

Le président du Syndicat finlandais des travailleurs de l'alimentation (SEL), Veli-Matti Kunttonen, insiste sur le fait que des revendications salariales plus élevées sont également tout à fait adaptées aux conditions économiques actuelles. « En particulier pour les salariés à bas revenus, les augmentations salariales se traduiront directement par une hausse de la consommation, ce qui donnera un coup de pouce bien nécessaire à l'économie et à l'emploi en Finlande. Le gouvernement Orpo a freiné la demande intérieure en augmentant le chômage et l'insécurité de l'emploi. Il est temps que les entreprises prennent les devants et empêchent un effondrement de la consommation intérieure. »

Le président du Syndicat finlandais des travailleurs des transports (AKT), Ismo Kokko, note que la compétitivité des prix est bonne en Finlande et ne serait pas mise en péril par des augmentations salariales de 6 et 4 %. « Nous sommes assez compétitifs en termes de prix de la main-d'œuvre et nous serons bien placés pour nous redresser lorsque la crise économique actuelle prendra fin dans un avenir proche. Le ministère des Finances l'a répété récemment en septembre. Les travailleurs doivent également profiter de leur part de la croissance économique. »

Le président du syndicat du bâtiment Kimmo Palonen appelle également à un équilibre. « Les attaques majeures du gouvernement contre le marché du travail et la sécurité de l'emploi ont accru les risques pour les employés, et ceux-ci devraient avoir une compensation sous la forme de salaires plus élevés. C'est le mécanisme d'une économie de marché : un transfert de risque des employeurs vers les employés doit être compensé de manière juste et raisonnable par une plus grande part des employés dans la valeur ajoutée. »

Le président du syndicat des travailleurs de l'électricité Sauli Vääntti attire l'attention sur la modération salariale depuis quelques années en Finlande. « Nos augmentations de salaires sont depuis longtemps modérées et nettement inférieures aux accords salariaux conclus

ailleurs en Europe. Les coûts salariaux moyens entre 2021 et 2024 ont augmenté de 15 % dans la zone euro, contre moins de 8 % en Finlande. Il y a donc une marge d'ajustement. »
<https://www.sak.fi/en/topics/news/industrial-union-president-riku-aalto-announces-ten-per-cent-pay-claim/>

Social

Le gouvernement finlandais envisage de nouvelles réductions des allocations perçues par les jeunes

Le gouvernement prévoit plusieurs affaiblissements dans les allocations d'invalidité. Deux projets de lois ont été présentés au parlement mardi : le premier prévoit l'augmentation de la limite d'âge pour bénéficier de ces allocations de 16 ans à 18 ans. Le même relèvement de l'âge minimum serait appliquée à des pensions et allocations maladie.

L'association de soutien pour les personnes handicapées estime que ce changement affaiblirait la situation économique des jeunes handicapés et de leurs familles. Le gouvernement justifie l'augmentation par le fait que l'enseignement obligatoire prend fin à l'âge de 18 ans, et que la limite d'âge pour les allocations d'invalidité doit correspondre à cela. Il s'agit également de faire des économies : avec ce changement, le gouvernement cherche à économiser 48,5 millions d'euros.

Le deuxième projet de loi prévoit des changements au programme de soutien destinés aux jeunes en difficultés qui ont besoin d'aide pour leur réinsertion professionnelle. Le gouvernement envisage de supprimer le droit aux allocations d'invalidité des jeunes qui participent au programme Nuotti. Selon le gouvernement, ces jeunes pourraient bénéficier des allocations chômage ou des bourses scolaires. Selon l'institution finlandaise de santé THL, le projet de loi affaiblit donc les droits des jeunes en position de faiblesse. THL demande que les effets de la loi soient étudiés dans le contexte des autres réductions à la sécurité sociale.

HS

Les gens d'origine étrangère sont en meilleure santé que les gens nés en Finlande

Selon une étude menée par l'Université d'Helsinki et l'Université de Tampere, le taux de mortalité pour certaines maladies des personnes nées à l'étranger est plus bas que celui des personnes nées en Finlande.

Les personnes d'origine étrangère décèdent moins souvent en raison des maladies cardiovasculaires, des maladies respiratoires ou des maladies digestives. Elles sont aussi moins susceptibles de décéder à cause des facteurs extérieurs.

Surtout le taux de mortalité des personnes d'origine des pays du Sud est nettement plus bas en comparaison de celui des personnes nées en Finlande.

Selon l'étude, les résultats s'expliquent notamment par le mode de vie plus sain des personnes d'origine étrangère.

En général, ce sont aussi des personnes qui gagnent moins que les gens nés en Finlande. « Il s'agit du paradoxe de l'immigrant en bonne santé », dit Laura Kemppainen de l'Université d'Helsinki. Elle remarque aussi que les résultats sont une bonne nouvelle pour les services publics de santé finlandais : les gens âgés d'origine étrangère sont en meilleure santé et n'alourdissent donc les services.

HS

Société

Débat sur les violences faites aux femmes

Les Vrais Finlandais accusent les migrants des violences faites aux femmes

Le président du groupe parlementaire des Vrais Finlandais, Jani Mäkelä, estime que « les jeunes hommes venus de l'étranger » seraient la cause des résultats de l'étude publiée lundi, selon laquelle 25 % des jeunes hommes pensent qu'une femme peut, à cause de son comportement ou de son apparence, mériter la violence qu'elle a subie.

« Il nous faut des migrants de pays dont la culture va bien avec la nôtre », propose Mäkelä comme solution au problème de la violence faite aux femmes.

La présidente du groupe parlementaire du Parti social-démocrate Tytti Tuppurainen a répondu à Jani Mäkelä en disant que « la violence faite aux femmes n'est pas un produit importé » et que le problème existe bel et bien chez les ressortissants finlandais également.

Tuppurainen accuse aussi le gouvernement d'avoir participé à la normalisation de ces attitudes : selon elle, les réductions budgétaires aux organisations qui soutiennent les victimes de violences sont « irresponsables ».

YLE